

Article 31 du Règlement

cours de cette semaine très spéciale dans toutes les collectivités du Canada.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, le sous-comité qui examine le traité de libre-échange nord-américain n'a pas de budget de publicité, et son fonctionnement n'est même pas réellement public.

Il est pour le moins inquiétant de constater que le gouvernement a pu trouver 3 millions pour faire de la publicité pour l'ALÉNA, mais qu'il refuse 15 000\$ pour faire savoir où et quand se tiendront les réunions du sous-comité.

Lorsque le Nouveau Parti démocratique a proposé que le comité tienne des audiences dans chaque province et territoire, les libéraux, à ma grande surprise, ont voté avec le gouvernement, ce qui fait que le comité ne viendra pas dans la province de Saskatchewan que je représente, pas plus qu'au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve. Il n'ira pas dans l'île de Vancouver ni dans le nord de l'Ontario, pas plus d'ailleurs qu'à Toronto, Hamilton ou Montréal. Le comité a également voté contre des visites à diverses communautés ruinées par l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis.

Comment se fait-il que le Parti libéral ne veuille pas d'une plus grande transparence? Je peux seulement supposer que les libéraux et les conservateurs ne veulent pas que les Canadiens sachent qu'ils sont en faveur d'accords commerciaux qui portent atteinte aux travailleurs et à l'environnement.

* * *

LA CLASSE MOYENNE

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, la classe moyenne au Canada est à un carrefour. Les impôts sont élevés, et la confiance est faible.

Un sondage publié cette semaine a fait ressortir une réalité troublante. Plus de la moitié des personnes interrogées estiment que leurs enfants connaîtront une situation pire que la leur. Les choses doivent changer, et nous devons les changer, car si la classe moyenne du Canada s'éteint, le Canada s'éteindra lui aussi.

Mais que faire pour changer les choses? Le gouvernement fédéral ne peut y arriver à lui seul en établissant des impôts plus équitables et en réduisant les dépenses, même si ce sont là deux mesures qui doivent être prises. D'autres groupes ont également un rôle à jouer. Les gouvernements provinciaux peuvent faire de même et alléger le fardeau qu'ils imposent aux Canadiens de la classe moyenne.

Le secteur privé peut prendre plus de risques financiers et créer des emplois. Les syndicats peuvent eux aussi contribuer à la relance économique. Les gouvernements néo-démocrates peuvent mettre au rebut leurs lois qui favorisent les syndicats et les remplacer par des lois qui protègent le droit au travail. Chaque Canadien se doit d'être plus autonome et d'attendre moins de la générosité du gouvernement, une générosité que le gouvernement n'a plus les moyens de se permettre.

Il est temps que nous fassions tous notre possible pour soutenir la classe moyenne, qui, par ses efforts assidus, son travail et sa discipline, constitue l'épine dorsale du Canada.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Bob Wood (Nipissing): Monsieur le Président, la récession qui paralyse le Canada depuis plus deux ans est le résultat direct de la mauvaise gestion de l'économie canadienne par le gouvernement actuel.

Cette gestion peu judicieuse de notre économie de la part du gouvernement actuel a coûté des milliers d'emplois et a accru la dépendance des Canadiens à l'égard des banques alimentaires et d'autres services sociaux.

Dans la circonscription de Nipissing que je représente, le nombre des personnes qui ont rempli de nouvelles demandes de prestations d'assurance-chômage a augmenté de 30 p. 100 au cours des trois derniers mois. C'est donc 400 Canadiens de plus qui sont contraints d'aller grossir les rangs des chômeurs déjà fort nombreux.

À cette multiplication des demandes de prestations d'assurance-chômage s'ajoute l'augmentation du nombre des familles qui ont recours à la banque alimentaire de North Bay depuis le mois de septembre. Le gouvernement n'a rien fait pour stimuler l'économie et pour créer des emplois. Le fait est qu'il y a encore 1,5 million de Canadiens qui sont sans travail.

Il est grand temps que le gouvernement reconnaisse que ses politiques économiques ont lamentablement échoué et qu'il mette en oeuvre des programmes de création d'emplois, qui vont stimuler l'économie et permettre aux Canadiens d'espérer des jours meilleurs.